



RAPPORT D'ANALYSE

**IMPACT DE LA SITUATION
SÉCURITAIRE SUR L'ACCÈS DES
POPULATIONS DES DÉPARTEMENTS
DE N'GUIGMI ET TILLIA
AUX SERVICES SOCIAUX**



TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	3
<hr/>	
INTRODUCTION.....	4
• Contexte et justification de l'étude	4
• Objectifs de l'étude.....	5
<hr/>	
IMPACT DU CONTEXTE SÉCURITAIRE SUR L'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE LES DÉPARTEMENTS DE N'GUIGMI ET TILLIA	6
• La situation sécuritaire à N'Guigmi et Tillia.....	6
• Les services sociaux de base, face aux défis sécuritaires	7
– La Sécurité alimentaire	7
– La Santé et nutrition.....	9
– Eau, hygiène et assainissement	10
– Protection.....	10
– Éducation.....	11
• Recommandations.....	12
• Annexes	12
– Annexe 1 : Méthodologie de l'étude	13



LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim	GANE	Groupe Armé Non Etatique
AEP	Adduction d'Eau Potable	HD	Hôpital de District
AGR	Activité Génératrice de Revenu	HEA	Hygiène Eau et Assainissement
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant	LASDEL	Le laboratoire d'étude et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local
BAB	Banque Aliments Bétail	MCD	Médecin Chef de District
BC	Banque Céréalière	ONG	Organisation non gouvernementale
CRENI	Centre de Récupération Nutritionnelle Intensive	PC	Puits Cimenté
CRENAS	Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire pour Sévères	PDI	Personne Déplacée Interne
CS	Case de Santé	PEA	Point d'Eau Autonome
CSI	Centre de Santé Intégré	RRM	Mécanisme de Réponse Rapide
ECD	Equipe Cadre de District	SAME	Sécurité Alimentaire et Moyen d'Existence
ECHO	Bureau de coordination des affaires humanitaires	TdR	Termes de Référence
EHA	Eau, hygiène et assainissement	UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
EEI	Engins Explosifs Improvisés	USAID	Agence des Etats Unis pour le développement international
FDS	Forces de Défense et de sécurité		



INTRODUCTION

Depuis 2015, l'évolution du contexte nigérien, marqué par l'émergence de crises liées aux conflits armés sur le territoire déjà affecté par la pauvreté et le manque d'infrastructures, a d'une part causé une augmentation des besoins humanitaires et d'autre part compliqué la problématique de l'accès des populations à l'aide humanitaire et aux services sociaux de base. Le contexte d'insécurité est marqué par des attaques visant des civils et sur des symboles de l'Etat (Forces de Défenses et de Sécurité, services techniques), et la résurgence des conflits communautaires latents.

Le Niger reste confronté à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, avec deux millions de personnes ayant eu un accès irrégulier à des aliments sains et nutritifs au cours du dernier trimestre 2022. Selon les données du Cadre harmonisé du mois de mars 2023, la situation risque de s'aggraver au cours de la prochaine période de soudure, de juin à août 2023, affectant potentiellement 3,2 millions de femmes, d'hommes et d'enfants, soit 12,6 % de la population totale, à moins que des mesures urgentes soient prises. Ainsi, en 2023, les besoins humanitaires demeurent importants, en raison des conflits, des déplacements forcés de populations, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition infantile et des épidémies. Selon le Plan de réponse humanitaire (PRH) 2023, 4,3 millions de personnes ont besoin d'une assistance humanitaire soit une augmentation de 14 % par rapport à l'année 2022. Cette hausse s'explique par la détérioration de la situation humanitaire dans de nouveaux départements des régions de Tillabéri, Tahoua et Maradi, mais également par les séquelles de la crise alimentaire de 2021-2022. Le PRH 2023 cible 2,7 millions de personnes pour une aide humanitaire urgente, soit un peu plus de 60 % des personnes estimées dans le besoin.

Les ménages sont soit confrontés à des déficits alimentaires qui entraînent des niveaux élevés de malnutrition aiguë, soit incapables de satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux en épuisant leurs moyens de subsistance ou en adoptant des stratégies d'adaptation nuisibles, voire irréversibles à court et moyen terme. Les résultats

SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition) d'octobre 2022 confirment que la situation nutritionnelle demeure préoccupante. Entre janvier et septembre 2022, près de 300 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère ont été admis pour traitement (soit 62 % de la cible annuelle), dont 12 % de cas avec complications médicales⁵. Le taux de malnutrition aiguë globale est de 12,2 % (contre 12,5 % en 2021), dont 2,4 % souffrent de malnutrition aiguë sévère (un taux supérieur au taux d'urgence de 2 %) et 9,8 % de malnutrition aiguë modérée.

L'assistance aux populations dans le besoin reste limitée dans certaines régions du pays notamment dans les régions de Tahoua (partie septentrionale) et Diffa (bassin du lac Tchad). Les entraves incluent l'insécurité et des effets relatifs au changement climatique avec des inondations endémiques qui rendent difficile l'accès des personnes vulnérables aux services sociaux de base.

Contexte et justification de l'étude

La situation sécuritaire dans les départements de Tillia (Tahoua) et N'Guigmi (Diffa) freine toujours l'accès des communautés aux structures de santé, aux points d'eau et aux espaces de cultures et de pâturages. Les mouvements forcés des populations (refugiés, personnes déplacées internes, retournés) impactent négativement l'accès aux points d'eau, aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement et aux centres de santé.

Les projets USAID-BHA « Augmenter la sécurité alimentaire et la résilience des populations vulnérables, déplacées et hôtes affectés par les crises dans les régions de Diffa et Tahoua » et ECHO « Assistance d'urgence multisectorielle au profit des populations (hôtes, déplacées, retournées, agricoles et pastorales) affectées par les chocs climatiques, sécuritaires et sanitaires dans la région de Diffa » mis en œuvre par Action Contre la Faim mènent des actions dans les domaines de la santé, la nutrition, la sécurité alimentaire, l'eau, l'hygiène et l'assainissement. Ces projets ont pour objectifs respectifs de :

- Contribuer à l'accès équitable et durable des populations les plus vulnérables aux services sociaux de base, notamment en santé nutrition, eau, hygiène, assainissement, sécurité alimentaire et moyens d'existence ; et,



- Améliorer les conditions de vie et la résilience des populations (hôtes, retournées, déplacées et réfugiées) affectées par les chocs sécuritaires, environnementaux et sanitaires à travers une réponse d'urgence multisectorielle dans la région de Diffa.

La mise en œuvre de ces projets dans les régions de Diffa et Tahoua, font ressortir que les populations des communes bénéficiaires des interventions rencontrent plusieurs défis liés à leur accès aux services sociaux de base, notamment en santé, nutrition et EHA.

Objectifs de l'étude

Objectif général

À travers cette étude ACF cherche à comprendre et analyser les facteurs qui favorisent ou entravent l'accès aux services sociaux de base afin de mener des actions de plaidoyer visant l'amélioration des services et des conditions d'accès.

Objectifs spécifiques

- Analyser les effets déduits et induits des conflits sur les communautés dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé et nutrition et de l'eau hygiène et assainissement).
- Donner différents exemples d'impacts directs des conflits sur la sécurité alimentaire, l'accès à la santé et à la nutrition ainsi qu'à l'eau hygiène et assainissement des communautés.
- Recueillir des témoignages vivants des communautés victimes de cette situation conflictuelle.
- Echanger avec les différents acteurs sur les facteurs de réussite ou de succès .
- Identifier et analyser les facteurs spécifiques qui agissent comme un frein à l'accès aux services sociaux de base.
- Suggérer des recommandations pour améliorer l'accès.
- Faire ressortir une analyse sur la perception de l'aide humanitaire par les communautés dans les départements de Tillia (région de Tahoua) et N'Guigmi (région de Diffa).



IMPACT DU CONTEXTE SÉCURITAIRE SUR L'ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE DES DÉPARTEMENTS DE N'GUIGMI ET TILLIA

La situation sécuritaire et l'accès aux services sociaux de base sont notre « porte d'entrée » pour évoquer l'impact de l'insécurité sur le vécu des populations des départements de N'Guigmi et de Tillia en général et leur accès aux services sociaux de base en particulier.

La situation sécuritaire à N'Guigmi et Tillia

La situation sécuritaire au Niger et les mesures liées à l'État d'urgence ont provoqué des déplacements massifs de populations dans le département de N'Guigmi. Ces mouvements font suite à des opérations militaires menées par les Forces de Défenses et de Sécurité et des violences et attaques perpétrées par des GANE aussi bien sur les personnes déplacées que sur les réfugiés. Depuis le 30 septembre 2022, OCHA fait état de 149816 personnes en situation de déplacements forcés (déplacés internes et réfugiés)¹.

Cette situation est exacerbée, par des chocs climatiques récurrents (inondations, insuffisance et mauvaise répartition de la pluviométrie, perte de récoltes, perte d'emploi et d'alternatives écono-

miques ainsi qu'une perte des pâturages) qui fragilisent davantage les communautés et favorisent leurs déplacements.

Dans le Nord de la région de Tahoua, notamment dans le département de Tillia frontalier du Mali, la crise libyenne a favorisé le développement de réseaux criminels, de la circulation d'armes à feu et des groupes armés non étatique dans tout le Sahel.

A partir de 2012, et que les premiers effets de la guerre en Libye commencent à se faire ressentir, d'importants stocks d'armes de l'armée ont été signalés comme manquants dont des quantités importantes de missiles (au moins 10 000) qui ont par la suite été retrouvés dans plusieurs contextes au Sahel, et jusqu'en Syrie. Il est estimé qu'au moins 5 000 de ces missiles se soient retrouvés dans les mains de brigades opérant en Libye. Ces derniers les ont utilisés pour leurs opérations, mais en ont également vendu une partie dans les pays voisins, notamment le Mali et le Niger². Les combattants Touaregs qui ont rejoint le Mali se sont intégrés aux groupes rebelles déjà présents, mais peu organisés dans le pays. Cela a entraîné à très court terme la crise de 2012 au Mali durant laquelle le Mouvement National de L'Azawad (un groupe laïc) et le Ansar Al Din (groupe salafiste) ont pris les villes de Kidal, Tombouctou et Gao et proclamé un Etat Touareg indépendant. Cette situation a conduit à l'intervention française dans le pays pour appuyer l'armée malienne dépassée pour arriver à la situation actuelle où de nombreux groupes armés non-étatiques indépendantistes et/ou salafistes ont proliféré sur le territoire et traversent les frontières avec les pays voisins, dont le Niger, afin de commettre des exactions et tenter d'étendre leur territoire³.

Ces dynamiques sont sources d'insécurité et provoquent des déplacements forcés de populations vers des zones plus sécurisées.

1. OCHA Niger – Diffa. Situation des mouvements de populations récents dans la région de Diffa. Septembre 2022

2. PELLERIN Mathieu, « Le Sahel et la contagion libyenne » *Politique Etrangère*, 2012/4 (Hiver), p. 835 à 847. DOI : 10.3917/pe.124.0835. URL : [Le Sahel et la contagion libyenne | Cairn.info](#)

3. CHENA Salim, « La crise au Mali : groupes armés, impasse politique et crise humanitaire », *Points de mire*, Vol.13, no.6, Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation, 2012. URL : [La crise au Mali : groupes armés, impasse politique et crise \(...\) - Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation \(CEIM\) | UQAM](#)



Selon l'analyse situationnelle de OCHA sur le mouvement des populations, dans le département de Tillia, 189 ménages PDI ont quitté leurs localités de Afissa et Akazarar de peur de représailles et 232 ménages retournés et demandeurs d'asile en provenance de Aghazraghane, Inchinanane et Tamalet 1 et 2 au Mali, sont venus s'installer au chef-lieu du département de Tillia.

Dans ces deux parties du territoire nigérien, les populations se déplacent pour la plupart en famille, souvent à travers un itinéraire erratique où se succèdent des installations temporaires qui précèdent de nouvelles fuites dues à la situation sécuritaire⁴.

Pour comprendre l'état de la situation sécuritaire dans les deux départements, il faut analyser la situation au prisme de l'attitude, du comportement de la manifestation, du discours et de la perception des populations quand on veut parler de l'insécurité et de ses corollaires. Le premier réflexe de nos interlocuteurs est de nous dire « Dans cette zone, on ne sait pas qui est qui ! ». En effet, la menace et la peur sont permanentes, même au niveau des responsables administratifs dans les deux départements. Un autre indicateur non moins important, ce sont les mesures sécuritaires prises par l'Etat pour faire face à la situation. Ces mesures sécuritaires impactent sérieusement l'accès des populations aux services sociaux de base. Par exemple, dans le département de N'Guigmi, dans les formations sanitaires, les horaires de prise en charge des usagers sont réduits : les CSI ferment à partir de 16 heures et les agents de santé ne sont pas disponibles dans les soirées quelle que soit l'urgence. Ce changement d'horaires impacte négativement l'offre des soins. En effet le CSI Urbain 2, situé à la périphérie Est de la ville de N'Guigmi est isolé et le manque de clôture l'expose davantage aux incursions de bandits armés. Le CSI urbain 2 a été créé en 2021 et depuis sa création, ce CSI n'a jamais connu un fonctionnement normal à causes des risques d'attaques et d'enlèvements des personnels soignants. Il ferme tous les jours à 16h afin de permettre au personnel de quitter la zone avant la tombée de la nuit, il n'y a donc pas de service pendant plus de 10 heures.

« Après 16h, tout est désert ici. Tous les agents rentrent chez eux, nous fermons tout ! Si un agent reste au-delà et que quelque chose lui arrive, qui va payer la rançon ? » (Un infirmier au CSI 2 à N'Guigmi, octobre 2022)

L'une des mesures de l'état d'urgence a été l'interdiction de l'usage des motos, véhicules qui étaient les seuls moyens de déplacement des populations et aussi une source de revenus pour certains ménages. Elles permettaient une meilleure mobilité et étaient utilisées dans le cadre des évacuations des cas urgents des villages vers les formations sanitaires. Si le but de cette interdiction était de pouvoir identifier rapidement les éventuels GANE, cela a eu pour conséquence de rallonger le trajet des usagers vers les centres de santé et les autres services sociaux, et cela fait que les populations renoncent souvent au trajet.

« Avant les usagers des villages les plus éloignés du District sanitaire étaient évacués à motos. Aujourd'hui avec l'interdiction des motos, c'est à nous d'aller vers eux à travers la clinique mobile » (Un MCD à N'Guigmi, octobre 2022)

Les services sociaux de base, face aux défis sécuritaires

Les grilles d'analyse de l'insécurité au Niger sont nombreuses et variées. Nous proposons, dans le cadre de cette étude, de l'analyser à travers : la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, l'eau, l'hygiène et l'assainissement et la protection.

La Sécurité alimentaire

Par ailleurs, le Niger, pays sahélien, est en proie à l'insécurité alimentaire qui est une cause importante de la malnutrition. En effet, le nombre de Nigériens touchés par l'insécurité alimentaire modérée et sévère au cours des cinq dernières années a oscillé entre 3 et 7 millions (respectivement 20% et 48% de la population actuelle). Cependant, comme cela a été démontré dans différents contextes à travers le monde, la seule sécurité économique et alimentaire ne garantit pas nécessairement un état nutritionnel satisfaisant. Du fait de la

4. HAMANI, O ; CAREMEL, J-F ; KIARI FOUGOU, H, « Fuites, accueils, solidarités et reconfigurations économiques en contexte d'insécurité et d'aide humanitaire dans la région de Diffa », LASDEL, 2017



pauvreté des sols et des changements climatiques, les bilans céréaliers bruts sont déficitaires une année sur trois. Quelle que soit l'issue de la campagne agricole, la production des ménages ne couvre que les besoins alimentaires de cinq à six mois par an.⁵

Les contextes d'insécurité dans les deux zones ont entraîné des déplacements multiples de populations. La vulnérabilité des déplacés et réfugiés peut être saisie à travers leurs profils économiques d'origine. Ils sont agriculteurs, éleveurs (N'Guigmi et Tillia) ou pêcheurs (N'Guigmi), en grande partie. La majorité est partie en laissant derrière elle ses moyens d'existence, et traumatisée par les événements violents desquels elle a été témoin ou victime. Cette situation a aggravé la vulnérabilité des déplacés, des réfugiés mais également des populations hôtes, à travers différents facteurs. De plus, il est ressorti des entretiens qu'aussi bien les populations hôtes que les déplacés/réfugiés, ont vu leur capacité de production agricole réduite voire annihilée dans certaines localités, du fait de la difficulté à se déplacer loin des villages ou de l'absence de terres arables mise à la disposition des réfugiés et déplacés. Il en est de même pour leurs revenus et leurs nombres de mois de couverture. En effet sur les 30 entretiens faits au niveau communautaire, 27 (soit 90%) se disent être dans l'une ou l'autre situation.

« Nos terres les plus fertiles sont vers le Sud, or c'est la zone occupée par un GANE, on ne peut pas s'y rendre pour les exploiter » (un paysan à N'Guigmi, octobre 2022)

« Même si nous voulons, nous ne pouvons pas le faire puisque nous n'avons pas de champs ici » (un déplacé interne à Tèlèmces, octobre 2022)

Il faut ajouter à cela le fait que dans certaines des localités où les communautés arrivent à exploiter leurs terres, les récoltes sont parfois confisquées.

« Cette année, il y a des paysans qui ont produit autour du Lac Tchad, mais les GANE sont venus accaparer leurs récoltes et les ont tous chassés. Un des paysans spoliés ne supportant plus la situation de précarité dans laquelle vit sa famille, avait envoyé

deux de ses fils pour récupérer une partie de la récolte abandonnée. Malheureusement, ils ont tous les deux été capturés et tués par les GANE »

L'une des conséquences de cette situation est la malnutrition qui affecte les enfants. Sur les sites où les déplacés se sont installés, les dépistages organisés par les équipes mobiles des formations sanitaires, mais également par certaines organisations/révèlent de nombreux cas d'enfants malnutris (ce point sera détaillé plus bas).

« Les gens sont démunis sur les sites et cela se voit sur les enfants. Quand une maman ne mange pas à sa faim, cela impacte aussi ses enfants » (une infirmière à N'Guigmi, octobre 2022)

Au niveau du service technique de l'agriculture, l'impact s'en ressent également. En effet, selon le directeur départemental de l'agriculture de Tillia, l'insécurité a énormément impacté les activités du service, notamment ceux en lien avec l'encadrement et le suivi de proximité des communautés.

« Actuellement, nous ne faisons de sortie d'encadrement dans aucun des 12 villages agricoles⁶ que compte le département de Tillia » (Un Directeur départemental d'Agriculture à Tillia, octobre 2022)

Dans le cadre des réponses apportées à la vulnérabilité des ménages, plusieurs ONG avaient mis en œuvre des activités cash for work (la récupération des terres) ou de maraichage en faveur des femmes dans les communautés. On note que dans le département de Tillia, cette activité a été abandonnée par de nombreuses structures du fait de l'insécurité dans la zone, et l'exposition des communautés à des attaques de GANE ou de groupes criminels que peut occasionner ce mode d'intervention. En effet, il arrive que les GANE rackettent les bénéficiaires après les distributions ou menacent les ONG qui interviennent dans leurs zones de ravitaillement.

« Nous avons commencé cette activité ici à Tèlèmces, mais on était obligé de l'abandonner parce que les communautés ont peur d'aller travailler sur les sites » (un animateur à Tèlèmces, octobre 2022)

5. Politique Nationale de sécurité nutritionnelle au Niger (2017 – 2025)

6. Gawaye ; Gambane ; Garin Ali ; Tèlèmces ; Akayass ; Tagaramgaram ; Tillia ; Oumara ; Magorou ; Barazatan et Tamanala.



En ce qui concerne l'élevage, il est également affecté par les activités des GANE et les opérations militaires. Dans le département de N'Guigmi, les ressources pastorales sont concentrées dans les zones contrôlées par ces groupes, ce qui empêche l'accès au pâturage. En plus de la présence des GANE, les opérations militaires des FDS, notamment les opérations de ratisage impactent la possibilité pour les habitants de faire paître leur bétail ou d'accéder à leurs champs. Dans la zone de Tillia, les vols récurrents des cheptels portent un coup dur à l'élevage, qui souffre déjà d'un accès difficile à l'eau pour les animaux.

De manière générale, le secteur de l'élevage est quasiment déstructuré dans le sens où les mouvements pendulaires des transhumants est suspendu ou perturbé ce qui pour conséquence une concentration des éleveurs dans les zones agricoles sécurisées avec pour conséquences des conflits, souvent dramatiques, entre agriculteurs et éleveurs.

De façon globale, l'insécurité dans les deux départements constitue une véritable mise à l'épreuve des capacités de l'État et de ses partenaires à gérer la vulnérabilité des communautés, causée par la réduction considérable de leurs moyens d'existence. Les communautés ont leurs propres productions comme source principale de consommation. Mais avec la baisse de production due aux impacts du changement climatique et à la crise sécuritaire dans la plupart des régions, les communautés dépendent davantage des marchés, dont les prix sont en hausse, pour s'approvisionner en denrées alimentaires de base (céréales, tubercules, légumineuses). Cela accroît plus de besoin chez de nombreux déplacés/refugiés et populations hôtes qui étaient auparavant des producteurs ou éleveurs. A noter doivent compter désormais sur l'appui de l'État ou d'ONG pour survivre.

La Santé et nutrition

Le secteur de la santé est l'un des plus touchés par la crise sécuritaire dans les deux départements. Dans le département de N'Guigmi, de nombreuses cases de santé ne sont plus fonctionnelles à cause de l'insécurité. D'après un responsable du District sanitaire, sur environ 21 structures de santé (8 CSI et 15 cases de santé), 12 sont non fonctionnelles (2 CSI et 10 cases de santé).

Cette situation, conjuguée aux mesures anti-terroristes mises en place par le Gouvernement,

complexifie davantage l'accès des populations aux soins dans les formations sanitaires. Afin de lutter contre les groupes armés qui mènent des actions violentes sur le territoire, le Gouvernement nigérien a mis en place plusieurs mécanismes et a passé plusieurs arrêtés qui entraînent des conséquences sur l'accès des populations aux centres de santé, et sur la qualité des services. On peut ici citer l'Etat d'urgence dans lequel se trouve plusieurs départements et régions du pays, notamment à Diffa, Tahoua et Tillabéri. Ce statut donne aux FDS le droit d'intervenir indépendamment des lois préexistantes dans le maintien de la paix. Par exemple, ils peuvent conduire une garde-à-vue au-delà de la durée légale de 48h. On peut également citer l'arrêté interdisant la circulation à moto dans plusieurs départements de Diffa, Tahoua ou Tillabéri déjà mentionné plus haut.

« L'interdiction de la circulation des motos a eu un impact négatif considérable sur l'accès des populations à nos services. Vous savez, ce sont les motos qui servent en grande partie de moyen de déplacement dans les évacuations sanitaires » (Un major à N'Guigmi, octobre 2022).

L'insécurité empêche les agents et usagers de fréquenter les formations sanitaires, surtout la nuit. Comme indiqué précédemment, certains CSI sont fermés dès 16h dans certaines zones en raison du danger encouru par les professionnels de santé qui constituent une cible pour les GANE pour des enlèvements contre rançon, ou des assassinats commis dans le but d'intimider les populations et l'Etat. Cependant, dans certaines structures sanitaires à Kablewa (CSI) et N'Guigmi (CSI urbain et HD), la garde nationale et l'armée assurent l'évacuation (cas de Kablewa) ou escortent l'ambulance (cas de N'Guigmi).

« La situation sécuritaire a beaucoup impacté la fréquentation du CRENI car depuis qu'on a tué un homme, les gens ne veulent plus venir au centre. [...] Des hommes armés sont venus assassiner un père de famille qui était venu voir son enfant hospitalisé au CRENI. Le lendemain matin, il a été retrouvé égorgé à côté du mur de l'hôpital. Cela a créé une psychose. Depuis cet événement, personne ne dort à l'Hôpital de District ni au CSI, même les agents de santé. La nuit tu ne trouveras personne ici. Les enfants hospitalisés au CRENI retournent en famille passer la nuit et reviennent le matin pour continuer leur prise en



charge, Et cela compromet la bonne prise en charge de ces enfants puisqu'à la maison ils n'ont pas la possibilité d'être suivis par les agents de santé et de prendre leur lait thérapeutique dans la nuit. Le chef CSI et la sage-femme dorment tous dans leurs maisons » (un hygiéniste à Tillia, octobre 2022)

Eau, hygiène et assainissement

Dans le domaine de l'eau, l'hygiène et l'assainissement, le manque de points d'eau dans la zone impacte la communauté. Par exemple, dans le département de N'Guigmi, Le taux d'accès des ménages aux services d'eau potable est de 37,5%⁷. Ce sont

les femmes qui souffrent le plus de cette situation car dans la majorité des cas, ce sont elles qui ont en charge l'approvisionnement et le transport de l'eau dans les ménages. Le contexte sécuritaire les expose dans cette quête à des risques d'agressions qui peuvent porter atteinte à leur vie, leur intégrité physique ou leur causer des graves traumatismes psychologiques.

Du fait de l'insécurité, plusieurs infrastructures hydrauliques ont été abandonnées dans les communes de N'Guigmi et de Kablewa. Le tableau ci-dessous donne la situation des infrastructures non opérationnelles dans les deux communes.

TABLEAU N°1 : LISTE DES INFRASTRUCTURES ABANDONNÉES DANS LES COMMUNES DE N'GUIGMI ET KABLEWA

N°	VILLAGE	TYPE OUVRAGE	COMMUNE	OBSERVATIONS
1	Abdougairam	PEA	N'Guigmi	Abandonnée
2	Lari kanouri	PC	N'Guigmi	Abandonnée
3	Mandarakairam	PC	N'Guigmi	Abandonnée
4	Klakamana	Mini-AEP Simple	N'Guigmi	Abandonnée en partie
5	KoudoKindilla	PEA	N'Guigmi	Abandonnée en partie
6	Kolo manga	PEA	Kablewa	Abandonnée
7	N'gadodo	PC	Kablewa	Abandonnée

Sources : rapport direction départementale de l'hydraulique de N'Guigmi, Novembre, 2022.

Protection

La situation conflictuelle semble stable dans les départements de N'Guigmi et de Tillia car on n'y a pas enregistré d'attaques d'envergures des GANE sur les positions des FDS depuis plusieurs semaines. Cependant, le contexte sécuritaire et de protection connaît une dégradation du fait d'extorsions à grande échelle de biens, d'assassinats ciblés, d'enlèvements et d'exécutions sommaires, de prises d'otages avec demandes de rançons.

Le 22 mars 2021, le gouvernement du Niger annonçait que les campements nomades d'Intazayene, Woursanat et Bakorat avaient été attaqués par des GANE. Cette attaque s'était soldée par plus de 130 morts, essentiellement des personnes déplacées internes.

L'UNHCR, dans son rapport d'analyse et de monitoring de protection de Tahoua et Tillabéri de mars 2022, faisait cas d'affrontements entre un GANE et les Dawsak⁸, dans le département de Tillia (Tachassit, Attambo et Alboug) qui se sont soldés par

7. Rapport de la Direction Départementale de l'Hydraulique de N'Guigmi, Novembre 2022.

8. Sous groupe Touareg vivant pour la majorité dans le cercle de Ménaka (Mali).



la mort de 30 personnes et l'enlèvement de 10 personnes. Le même rapport souligne que des prélèvements de la dîme⁹ auprès des populations nomades et sédentaires ont été constatés toujours dans le département de Tillia.

Ces violences sur les civils et entre civils, mettent à rude épreuve les efforts faits par l'Etat et ses partenaires pour assurer la libre circulation des personnes et des biens ainsi que la promotion et la défense des droits de l'homme.

Éducation

Le système éducatif est l'un des segments de l'Etat qui souffre le plus de l'insécurité dans les départements de N'Guigmi et de Tillia. En effet, l'école républicaine constitue le symbole de l'Etat le plus attaqué par les GANE après les forces de défense et de sécurité en raison de leur idéologie qui rejette l'éducation selon les codes occidentaux. Les GANE détruisent donc les écoles et le matériel didactique, emportent les vivres des cantines scolaires et exécutent ou enlèvent les enseignants ou les directeurs des établissements. Cette situation a pour conséquence la fermeture de plusieurs écoles dont découle un taux élevé d'abandon scolaire. De plus, l'augmentation des déplacements ne permet pas de retrouver les enfants réfugiés ou déplacés afin de les regrouper et de les rescolariser.

« L'inspection de l'enseignement primaire dont je suis le responsable couvre N'Guigmi et Kablewa. Nous avons au total 58 écoles primaires dont 22 sont dans la commune de Kablewa. Sur les 58 écoles, 14 étaient fermées l'année passée. En réalité, c'est plus que ça...si vous prenez toute la bande Est, jusqu'à Blabrine, les écoles sont fermées et les élèves dispersés dans la nature » (un inspecteur à N'Guigmi, octobre 2022)

Dans le département de Tillia, la situation sécuritaire se greffe à un contexte déjà défavorable en matière d'éducation. En effet, le département de Tillia souffrait déjà d'insuffisance d'infrastructures scolaires, de personnel enseignant, de matériel didactique, et d'un faible taux de scolarisation. Le mode de vie et les activités professionnelles des communautés nomades (Touarègues et Peuhls) ne sont pas compatibles à la scolarisation des enfants qui requiert de la stabilité.

« Dans cette zone qui est particulièrement nomade, les parents ne sont pas suffisamment sensibilisés sur les avantages de l'école. Les communautés sont très mobiles, ce sont des familles entières qui se déplacent, difficile pour les enfants de rester dans un village ou un campement pour fréquenter l'école. Et d'ailleurs, ces communautés vivent généralement aux périphéries des villages » (Un major de CSI à Télèmces)

9. La dîme telle qu'elle est décrite ici est un prélèvement forcé effectué par les GANE sur les populations en parlant d'un impôt religieux qui existe en Islam mais dont le but est d'apporter de l'aide aux plus démunis



RECOMMANDATIONS

Au Gouvernement du Niger

- Fournir une réponse rapide basée sur les besoins actuels en agissant de manière coordonnée avec l'ensemble des acteurs humanitaires pour une réponse adaptée.
- Assurer la sécurité et l'accès favorables à un redéploiement et au maintien des services sociaux de base dans les zones affectées par l'insécurité.
- Poursuivre et renforcer l'opération « vente des céréales à prix modéré » dans les zones de déficit de production et les zones sous état d'urgence.
- La protection doit être remise au cœur des actions des autorités et des Forces de Défense et de Sécurité : demander aux autorités civiles et militaires d'accorder la priorité aux efforts visant à assurer la sécurité et la protection des civils à l'intérieur et à l'extérieur des sites de déplacement.
- Maintenir le dynamisme et la fonctionnalité des instances régionales de concertation autour de l'accès humanitaire, dans un esprit de dialogue, de flexibilité et de réactivité.

A l'Equipe Humanitaire Pays (EHP)

- Rehausser les échanges et le dialogue stratégiques dans le cadre du mécanisme de coordination civilo-militaire au niveau central, et renforcer la participation des différentes forces armées présentes sur le terrain aux mécanismes de coordination civilo-militaire du niveau régional.

- Améliorer l'information des acteurs humanitaires sur les différents mécanismes et instances de concertation traitant de l'accès humanitaire et de la coordination civilo-militaire, et sur les dispositions convenues de manière consensuelle.
- Poursuivre les initiatives de formation et vulgarisation sur les principes humanitaires à destination des acteurs aux niveaux déconcentrés et décentralisés.
- Maintenir le principe de « ne pas nuire » et l'approche « sensibilité au conflit » au cœur de la réponse.

Aux Bailleurs

- Augmenter les niveaux de financement pour répondre aux besoins croissants au Niger, tant en termes d'intervention d'urgence et de protection que de fourniture de services de base et de programmes de relèvement rapide pour les communautés touchées par le conflit.
- Renforcer les mécanismes de dialogue entre le Gouvernement et les partenaires tout en trouvant des alternatives efficaces mieux partagées, consensuelles et flexible selon l'évolution de la situation sécuritaire de la zone.

Recommandation transversale

- Poursuivre le plaidoyer pour la mobilisation des financements permettant de répondre aux défis spécifiques dans les zones fragiles mais aussi aux différents facteurs de vulnérabilités qui affectent le Niger, avec des niveaux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle particulièrement élevé en 2023.



ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie de l'étude

La méthodologie de collecte des données est de type socio anthropologique. Une approche basée sur la méthode qualitative a été utilisée.

Cette méthodologie est structurée, pour une bonne partie, autour d'entretiens approfondis et d'observations. Les entretiens individuels ont été organisés avec des groupes stratégiques : agents des services déconcentrés aux niveaux, départemental, communal et villageois ; autorités administratives et coutumières ; usagers des services de santé à N'Guigmi, Tillia et Télèmces et communautés (PDI, réfugiés et populations hôtes). Les observations ont été faites au niveau des différents sites d'enquête (communes de N'Guigmi, Kablewa et Tillia).

De façon plus détaillée, la démarche est articulée autour des phases suivantes :

Les réunions de cadrage

Une première rencontre d'échanges a eu lieu le 17 décembre 2021 au LASDEL, entre le commanditaire de l'étude et les chercheurs du LASDEL. Cette rencontre a permis, en premier lieu, aux deux parties de s'accorder sur l'importance de l'étude avant la mise en œuvre du projet puis, en second lieu, sur la forme de partenariat entre les deux institutions.

Une seconde rencontre a eu lieu en juillet 2022. Au cours de cette rencontre, il s'est agi de s'accorder, dans les détails, sur la conduite de l'étude : présentation du chronogramme de l'étude, de la compréhension des TDRs et des objectifs fixés par l'étude.

Une troisième et dernière rencontre s'est tenue le 10 août 2022. Cette rencontre a consacré le réajustement de l'agenda de la mise en œuvre de l'étude. Le LASDEL devant se conformer aux procédures d'ACF en matière de réponse aux appels à candidatures.

La formation des enquêteurs

Deux assistants de recherche dont une femme,

tous de niveau Master, avec une solide expérience en enquête qualitative ont été recrutés. Un atelier de formation d'une journée, s'est tenu le 26 septembre 2022, dans la salle de réunion de ACF pour permettre de :

- Présenter la problématique de l'étude.
- Présenter la démarche méthodologique de collecte des données sur le terrain.
- Imprégner les participants sur les indicateurs de recherche.
- Parcourir les outils de collecte des données.
- Discuter et adopter l'agenda du déroulement de la collecte.

Pour une meilleure compréhension des contenus et une facilité dans l'administration des guides d'entretien, des séances théoriques et pratiques, qui incluent des explications, des simulations en langues nationales (Hausa et Kanuri), ont été organisées.

La collecte des données sur le terrain

La collecte des données sur le terrain a été effectuée pendant une durée effective de 17 jours, délais de route compris, dans les deux régions. La première étape de collecte des données a eu lieu dans le département de N'Guigmi. Elle s'est déroulée du 1er au 9 octobre 2022. Les enquêtes se sont déroulées dans le chef-lieu de département, dans le chef-lieu de commune de Kablewa et sur certains sites de déplacés internes.

La deuxième étape de collecte des données a eu lieu dans le département de Tillia. Elle s'est déroulée du 11 au 16 octobre 2022. Elle a concerné le chef-lieu de département de Tillia, des sites de déplacés à Tillia et le village de Télèmces.

Les entretiens individuels et les observations

Ils ont concerné les groupes stratégiques : les services déconcentrés au niveau départemental et les services communaux, les autorités administratives et coutumières, les responsables des associations locales, les matrones, les agents de santé, les agents des ONG intervenants sur le terrain, les usagers des centres de santé et les déplacés.



Traitement et analyse des données

Notre démarche relève de la théorie ancrée (*grounded theory*) développée par Glaser et Strauss (1967) et son raisonnement de type inductif. L'analyse des données empiriques ne découle pas d'une théorie préalablement identifiée (raisonnement déductif). La théorisation est plutôt effectuée à partir d'une base empirique en mettant en

œuvre un codage ouvert (*open coding*) puis axial (*axial coding*) des données empiriques qui ont été produites et transcrites. Le codage ouvert est en quelque sorte un codage libre où le chercheur propose des thèmes (ou catégories) issus de l'interprétation des données de terrain. Ensuite, le codage axial consiste à croiser les thèmes entre eux de manière à se rapprocher des axes de questionnement.

TABLEAU N°2 : RÉCAPITULATIF DES ENTRETIENS RÉALISÉS

Entretiens N'Guigmi, Kablewa, Tillia et Télémcès	5	11	30	12	58
--	---	----	----	----	----

Les difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées sur le terrain ont été plus ou moins surmontées dans le cadre de cette étude. Le contexte sécuritaire n'a pas permis à l'équipe de recherche d'aller sur certains sites d'in-

tervention d'ACF. L'organisation du transport et très longues distances entre les différents sites ont également impacté la collecte de données. En effet, sur les 17 jours passés sur le terrain, 8 jours ont été consacrés au voyage.

